

**BOLIVIE : FICHE PAYS – DECEMBRE 2023**

Catégorie OCDE (2017) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC+/Caa1/B-

Monnaie locale : Boliviano (BOB) / Régime de change : ancrage à l'USD

Horizon neutralité climat : non déterminé



**FORCES**

- Abondance de ressources naturelles
- Production / développement du secteur du lithium
- Réduction de la pauvreté
- Amélioration des infrastructures grâce à l'investissement public

**FAIBLESSES**

- Faiblesse des réserves de change
- Dépendance au secteur gazier et à la demande du Brésil et de l'Argentine
- Contexte politique tendu, insécurité juridique et perception de la corruption encore élevés.

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : position externe en dégradation

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance :** la croissance est prévue autour de 2,2% pour 2023 (après 3,5% en 2022), avec la baisse de la production et des exportations du secteur gazier. Les dépenses publiques d'investissement devraient dans ce contexte être plus limitées. La croissance de la consommation des ménages resterait modérée compte tenu de l'inflation et de la baisse du pouvoir d'achat. La diminution de la production et des ventes de gaz continuerait de peser sur les perspectives de croissance en 2024 qui seraient plus modérées, comprises entre 1,5% et 2,1%.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit public resterait élevé en 2023, autour de 5,7% du PIB, même si en réduction par rapport à l'année précédente. La trajectoire de la dette publique s'est détériorée et atteint désormais plus de 80% du PIB. Sa part domestique reste cependant majoritaire à plus de 60% du total et le ratio d'intérêts sur recettes budgétaires demeure relativement faible, près de 5%. Le rating souverain du pays a cependant été revue à la baisse par les 3 agences de notations dans un contexte de diminution constante des réserves de change qui menacent la capacité du pays à honorer le service de la dette externe.
- **Vulnérabilité extérieure :** la position externe du pays reste en effet fragile. Les réserves de change nettes du pays (hors or) s'élevaient à 437 MUSD en août 2023 (contre 3,4 Mds d'USD en 2020), et ce malgré près de 1 Mds d'USD d'or convertis en devise depuis avril 2022. Le service de la dette externe est estimé à environ 300 MUSD (y compris 183 MUSD d'amortissements) en 2023 et à 110 MUSD au titre d'intérêts à verser en 2024 et en 2025. Bien que les montants semblent relativement faibles, la capacité à honorer les engagements sur la dette publique pourrait être remise en cause si les réserves de change continuent de baisser. L'ancrage de la monnaie au USD (maintenu à 6,91 pour 1 USD depuis 2011) serait aussi menacé. Le développement du secteur du lithium pourrait en revanche compenser la diminution des recettes en devises tirées des exportations gazières, mais cela à plus moyen terme. A plus court terme, les exportations de gaz (1<sup>ère</sup> source d'entrées de devises) devraient continuer à diminuer et le risque de défaut souverain ne serait pas à écarter.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** La rentabilité du secteur bancaire a eu tendance à diminuer, mais son niveau de capitalisation reste satisfaisant et au-dessus des minimums réglementaires.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique :** les tensions au sein du parti au pouvoir (MAS) entre les pro-président Arce et ceux de l'ancien président Morales (proclamé candidat unique pour les élections de 2025) restent fortes. Afin d'éviter une montée de tensions au sein du parti pouvant freiner le déroulement des réformes, le président Arce n'a pas encore annoncé officiellement son intention de se représenter aux prochaines élections. Les risques pour la stabilité politique du pays resteront élevés.
- **Climat des affaires :** Une perception de la corruption encore élevée, ainsi que celle de l'insécurité juridique en lien avec l'historique d'expropriation d'entreprises par le passé, donnent une image encore peu attractive du climat des affaires local. L'adhésion du pays au Mercosur pourrait cependant renforcer et faciliter les échanges commerciaux entre les pays du bloc.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique :** La Bolivie dispose d'une grande richesse en biodiversité en lien avec la prédominance des forêts vierges presque intactes liées à la faible densité de population et les vastes zones inaccessibles du pays. Signataire des accords de Paris, le gouvernement s'est engagé au niveau national à réduire la déforestation illégale, de reboiser et d'étendre la couverture nette de forêts. La production d'électricité provient essentiellement des sources fossiles (gaz en particulier), mais la part du renouvelable n'est pas négligeable à un peu plus de 45% de la production électrique en 2021.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Gaz naturel	27,9%	Pétrole	20,1%	Brésil	15,8%	Chine	20,9%
Minerais (zinc, plomb...)	22,9%	Machines et engins méc.	12,8%	Argentine	13,7%	Brésil	16,4%
Or	21,6%	Voitures automobiles	9,7%	Inde	11,9%	Argentine	11,7%
Tourteaux, autres résidus	6,5%	Machines et matériels élect.	7,2%	Japon	7,7%	Pérou	7,6%
Huile(soja, tournesol)	5,0%	Matières plastiques	5,2%	France (26ème)	0,2%	France (17ème)	1,1%

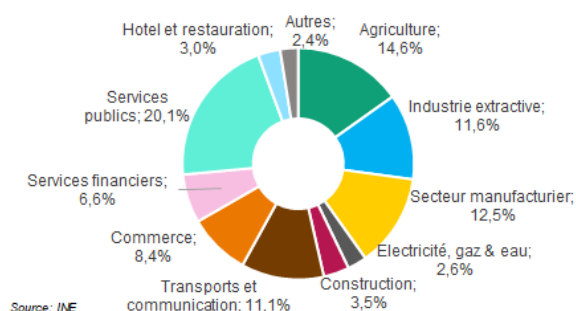
Source: Cnucead

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

<b>BOLIVIE</b>	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	41	37	41	44	47	50
<i>Rang PIB mondial</i>	95	96	95	95	93	92
Population (Mns)	11,5	11,6	11,8	12,0	12,1	12,3
<i>Rang Population mondiale</i>	79	79	77	77	77	76
PIB / habitant (USD)	3 591	3 173	3 449	3 705	3 858	4 045
Croissance PIB (%)	2,2	-8,7	6,1	3,5	2,2 <sup>D</sup>	1,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	0,9	0,7	1,7	3,0	4,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	4,7	4,5	4,5	4,7	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	59,3	78,0	81,4	80,0	80,8	81,4
Solde public (% PIB)	-7,2	-12,7	-9,3	-7,1	-5,7	-5,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-3,3%	-5,0%	-4,3%	-3,3%	0,0%	2,1%
IDE (% du PIB)**	-0,6%	1,7%	1,0%	-0,6%	-2,8%	1,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,4	9,9	9,0	6,6	5,1	2,3
Dette extérieure totale (% PIB)**	35,0%	34,6%	32,9%	35,0%	42,1%	39,5%
Dette extérieure CT (% PIB)**	4,0%	3,4%	1,2%	1,2%	1,2%	NA
Taux de change***	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	7,3
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés**	13,0	13,1	12,9	12,8	NA	NA
Taux de NPL	1,9	1,5	1,5	2,1	NA	NA
ROE**	11,8	4,8	7,1	8,2	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	172	169	168	168	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	156	150	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	93	93	94	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	121	113	107	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources : FMI (WEO, octobre 2023);\*Banque Mondiale;\*\*Oxford Economics;\*\*\*T. Reuters, D: CEPALC  
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Bolivie : Ventilation sectorielle du PIB (2019)

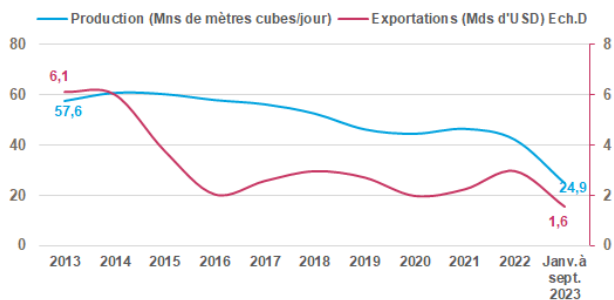


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

- Vers un ralentissement de l'activité

La croissance est prévue un peu moins dynamique, comprise entre à 1,8% et 3% pour 2023 (après 3,5% en 2022), selon différentes sources<sup>1</sup>. Au S1 2023, l'activité atteint 2,2%, tirée par l'activité des services en particulier, tandis que l'activité du secteur gazier et pétrolier, ainsi que l'industrie manufacturière (secteur du raffinage notamment) se sont contractées (Cf. graphique ci-dessous).

Production et exportations de gaz naturel



Pour mémoire, ce sont les revenus tirés des exportations de gaz, vers le Brésil et l'Argentine, qui ont permis de soutenir la croissance du pays sur la dernière décennie (4,6% en moyenne entre 2010 et 2019) via notamment le financement de l'investissement public et des programmes sociaux. Dans ce contexte, les dépenses publiques d'investissement semblent plus limitées, tandis que l'accès aux financements plus coûteux, tant sur le plan interne qu'externe, pourrait dissuader l'investissement privé. La consommation des ménages resterait par ailleurs plus modeste, tirée par la baisse du pouvoir d'achat, et ce même si l'inflation reste modérée comparée à d'autres pays de la région (prévue à 3%<sup>2</sup> en moyenne pour 2023). L'amélioration du marché de l'emploi avec un taux de chômage en zone urbaine de 3,6% au T3 2023 (après un pic à 10,7% au T3 2020) est à prendre avec précaution, s'agissant d'un pays où l'informalité du travail toucherait encore 80% de la population<sup>3</sup>.

Pour 2024, les perspectives de croissance restent plus modérées, comprises entre 1,5% et 2,1%<sup>4</sup>, tirées par la poursuite de la baisse de la production et des exportations d'hydrocarbures qui pèseraient sur l'investissement public, tandis que les récoltes du

secteur agricole 2023/2024 pourraient être affectées par le phénomène climatique El Niño. L'inflation prévue plus élevée, si confirmée, affecterait également le pouvoir d'achat des ménages. A noter par ailleurs que la poursuite de la chute des réserves de change (Cf. position extérieure) pourrait menacer l'ancrage de la monnaie au dollar ce qui conduirait à des pressions inflationnistes plus importantes.

- Plan de réactivation du secteur gazier et potentiel de production important du lithium

La production d'hydrocarbures (pétrole & gaz) est en baisse constante depuis plusieurs années en lien avec le manque d'investissement dans l'exploration des nouveaux gisements. La production de gaz est ainsi passée d'environ 58 millions de mètres cubes par jour en 2013 à moins de 25 millions de mètres cubes par jour en 2023 (sur les 9 premiers mois de l'année)<sup>5</sup>. L'Etat bolivien compte cependant inverser cette tendance grâce à la mise en place du plan de relance de l'exploration gazière<sup>6</sup>, lancé en 2021 et qui porterait ses fruits à l'horizon 2025/2026. A noter toutefois, que la demande adressée au pays tend à diminuer. L'Argentine (2ème client pour les exportations de gaz du pays) développe en effet sa propre industrie gazière (exploitation des réserves de gaz de schiste de la région de la Vaca Muerta) et ne devrait plus importer du gaz bolivien à l'horizon mi-2024<sup>7</sup>.

Le pays dispose cependant d'un potentiel important de production du lithium<sup>8</sup> et détiendrait les ressources les plus importantes à ce jour, estimées entre 21 et 23 millions de tonnes (soit environ 25% du total mondial). Selon l'entreprise publique *Yacimientos de Lito Bolivianos* (YLB), l'usine de Colcha K est d'ores et déjà entrée en phase de production préliminaire du carbonate de lithium (en novembre 2023) et dont l'objectif fixé serait d'atteindre une production de 15.000 tonnes/an<sup>9</sup>. Selon la presse locale, l'entreprise chinoise (China Citic) et russe, (Uranium Onde Groupe, filiale de Rosatom) ont signé (en juin 2023) des contrats d'investissements de 1,4 Mds d'USD avec l'entreprise YLB pour la construction des 2 usines de production et d'exportation de 50.000 tonnes de lithium/an dès 2025 dans les marais salants de Pastos Grandes, au sud-ouest du pays<sup>10</sup>. Un groupe de travail pour l'industrialisation du lithium serait également en cours

<sup>1</sup> Le FMI prévoit une croissance de 1,8% pour 2023 et pour 2024 (WEO, octobre 2023), la Banque mondiale est à 1,9% en 2023 et 1,5% en 2024 (prév. octobre 2023), la CEPALC est à 2,2% en 2023 et 2,1% pour 2024 (prév. septembre 2023) et le Ministère des finances local prévoit une croissance de 3% pour 2023 (en octobre 2023).

<sup>2</sup> Weo, octobre 2023

<sup>3</sup> Selon les données de l'Organisation Mondiale du Travail (OIT) de 2022 : [Trabajadoras por cuenta propia, pilares de la reactivación económica en Bolivia \(ilo.org\)](https://trabajo.ilo.org/fr/publications/trabajadoras-por-cuenta-propia-pilares-de-reactivacion-economica-en-bolivia)

<sup>4</sup> Cf. note de bas de page n°1.

<sup>5</sup> Source : INE

<sup>6</sup> Il s'agit du « Plan de Réactivation del Upstream (PRU) », un plan qui vise à augmenter la production d'hydrocarbures et de reconstituer les réserves grâce à l'optimisation de ressources

existantes et aux investissements dans l'exploration et l'exploitation. Environ 36 projets sont visés par ce plan, dont 16 seraient déjà en exécution dans différentes régions du pays. Pour plus de détail : [yfb](https://yfb.com.bo/)

<sup>7</sup> L'Argentine compte par ailleurs exporter du gaz de schiste vers le Brésil à plus moyen terme, pouvant ainsi concurrencer les exportations boliviennes.

<sup>8</sup> Le lithium est une substance métallique indispensable à la confection de batteries pour les véhicules électriques et hybrides, ainsi que d'autres types de systèmes de stockage d'énergie.

<sup>9</sup> [YLB inicia pruebas de producción en la Planta Industrial de Carbonato de Lito](https://www.ypfb.com.bo/actualidad/ylb-inicia-pruebas-de-produccion-en-la-planta-industrial-de-carbonato-de-litio)

<sup>10</sup> [Bolivia acelera la explotación de litio con China y Rusia como socios \(vozdeamerica.com\)](https://www.vozdeamerica.com/bolivia-acelera-la-explotacion-de-litio-con-china-y-rusia-como-socios)



avec l'Union Européenne, qui souhaite investir dans la chaîne de production du lithium de Bolivie<sup>11</sup>.

- **Baisse de la rentabilité des fonds propres, mais niveau de capitalisation satisfaisante**

**Au S1 2023, le ratio d'adéquation des fonds propres reste au-dessus du minimum réglementaire exigé (10 %) à 13,7%**, ainsi que le ratio de fonds propres pondérés des risques qui affiche une légère amélioration à 11,9%, contre 11,1% à la même période l'an passé. **Le ROE tend cependant à diminuer à 6,4%**, contre 6,7% précédemment et **n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire (10,4% en 2019)**. **Le taux de prêts non-performants reste par ailleurs relativement faible à 2,7% du portefeuille des prêts, mais en progression par rapport à 2022 où le taux était de 2,1%.**

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un déficit public plus élevé que prévu n'est pas à écarter**

**Le déficit public** (part du gouvernement central) **est en réduction progressive** après le creusement observé en 2020 (12,7% du PIB) dans un contexte de hausse des dépenses de soutien à l'activité et de diminution de recettes. **Il est ainsi prévu à -5,7% du PIB en 2023** (après -7,2% du PIB en 2022). **La poursuite de la baisse des redevances tirées des hydrocarbures** (estimées à 3,5% du PIB en 2022, contre 4,8% du PIB en 2019) **pourrait cependant affecter l'ampleur de la diminution projetée du déficit**. **Sur les 4 premiers mois de l'année 2023, les recettes seraient en diminution de près de 9% par rapport à l'exercice précédent en lien avec la baisse des bénéfices des entreprises publiques** (environ -33% en g.a.), **des ventes d'hydrocarbures** (près de -9%), **ainsi que des recettes fiscales** (-4,7%). A noter par ailleurs, que **le budget de 2023 était basé sur une prévision de croissance à 4,8%**, alors que **le gouvernement a revu à la baisse sa prévision de croissance à 3% en octobre**. Cela resterait par ailleurs supérieur aux prévisions plus récentes des institutions internationales, autour de 2%<sup>12</sup>.

**Pour 2024, le déficit public** (part du gouvernement central) **est prévu au même niveau que celui de 2023, autour de 5,7% du PIB**, selon les prévisions du FMI. **Le déficit consolidé s'élèverait en revanche à 7,8% du PIB**, selon les estimations du gouvernement (contre 7,4% du PIB prévu initialement en 2023). **Le projet de budget pour 2024 semblerait toutefois un peu optimiste en se basant sur un scénario de croissance de 3,7%, nettement au-dessus de la croissance moyenne prévue à 1,8% par les autres institutions**. En tout état de cause, la persistance des déficits élevés contribue à la progression de la dette publique.

- **Hausse de la dette publique**

**La trajectoire de la dette publique consolidée s'est détériorée après le creusement du déficit public en 2020**. Elle a ainsi progressé de près de 19 pts à 78% du PIB en 2020 et **les niveaux d'endettement resteraient désormais supérieurs à 80% du PIB**, selon les projections du FMI.

**La part de la dette émise en monnaie locale est en progression**, estimé à un peu plus de 62% du total en 2022, contre près de 38% pour la dette émise en devises détenue par les résidents et non-résidents. **L'accès limité à la dette externe a en effet accru la dépendance du pays aux sources de financement internes**. **Les titres émis, sont achetés principalement par la Caisse de sécurité sociale et la banque centrale à des conditions plus favorables (taux, maturité) que sur le marché privé**. **Cela se traduit notamment par un ratio d'intérêts/recettes relativement peu élevé, autour de 5%**.

**Le rating souverain de la Bolivie a cependant été dégradé par les agences de notations Fitch Ratings** (mars 2023) et par l'agence S&P (novembre 2023) **compte tenu de la faiblesse des réserves de change qui pourraient affecter la capacité du pays à honorer ses engagements, bien que relativement faibles, sur la dette externe** (Cf. position extérieure).

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant qui resterait élevé**

**Sur les 9 premiers mois de l'année 2023, la balance commerciale affiche un déficit de près de 79 MUSD (contre un surplus commercial d'environ 2,1 Mds d'USD sur la même période l'an passé<sup>13</sup>)**. Les exportations de biens affichent en effet une baisse de 23% à 8,2 Mds d'USD (contre 10,7 Mds d'USD en 2022), tandis que les importations ne baissent que de 2,8% sur la même période<sup>14</sup>. La chute des exportations est liée en particulier, à la baisse des exportations de gaz de 32% en g.a. sur les 9 premiers mois à 1,5 Mds d'USD (contre 2,3 Mds d'USD sur la même période l'an passé), ainsi que celles de minerais (zinc, argent, or, plomb) avec une baisse de 14%.

**La balance courante est prévue déficitaire à hauteur de 3,6% du PIB en 2023** (contre 3,3% en 2022). **Pour 2024, le déficit courant est prévu à 3,3% du PIB**.

- **La chute des réserves menacerait l'ancrage de la monnaie et fait peser un risque sur la dette externe à plus moyen terme**

**La dette externe publique de Bolivie s'élève à environ 13,3 Mds d'USD en juillet 2023, soit 29,2% du PIB**, selon les données du ministère des Finances. Elle est principalement détenue par les créanciers multilatéraux et bilatéraux à environ 80%, le restant par le marché privé, sous forme d'euro-obligations en particulier. La Chine est le premier créancier bilatéral du

<sup>11</sup> [El litio boliviano genera interés en países de Europa \(yfb.gob.bo\)](https://yfb.gob.bo)

<sup>12</sup> Cf. Note 1 en bas de page

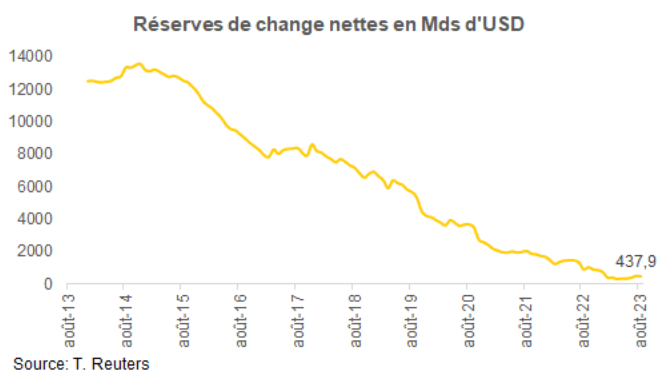
<sup>13</sup> Source : Institut de Statistiques Locales (INE)

<sup>14</sup> Source: INE



pays (75% de la dette externe bilatérale de Bolivie). Les obligations sur le marché s'élèvent à 2 Mds d'USD et le service de la dette externe est estimé à près de 300 MUSD (y compris 183 MUSD d'amortissements) en 2023 et à 110 MUSD au titre d'intérêts à verser en 2024 et en 2025. **Bien que le montant semble relativement faible, la capacité du souverain à honorer ses engagements pourraient être remise en cause si les réserves de change continuent de baisser.**

**Les réserves de change se réduisent en effet rapidement.** Alors qu'elles étaient de 10,2 Mds USD en 2017, elles atteignent **2,1 Mds d'USD en août 2023** selon les données de la Banque centrale. **L'or représente la majeure partie des réserves (1,6 Mds d'USD), tandis que les devises fortes ne s'élèvent qu'à 437 MUSD**, et ce, malgré 1 Mds d'USD d'or qui ont été convertis en devise depuis avril 2022.



Une poursuite de **la baisse des réserves menacerait ainsi non seulement la capacité du pays à honorer ses engagements externes, mais aussi l'ancrage du boliviano sur l'USD** (maintenu à 6,91 Bs pour 1 USD depuis 2011). **Avec un niveau d'exportations** (gaz en particulier) **en baisse** (1<sup>ère</sup> source d'entrées de devises), **les réserves de change devraient rester faibles à court terme. Le développement du secteur du lithium pourrait en revanche, compenser la diminution des recettes en devises tirées des exportations gazières mais à plus moyen terme.**

En attendant, **les principales agences de notation ont abaissé le rating souverain du pays d'un cran avec une perspective négative au sein des 3 agences<sup>15</sup>.**

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Tensions au sein du parti au pouvoir entre les Evistas (pro-Morales) et les Arcistes (pro-président Arce)**

Elu en 2020, le président Luis Arce, ancien ministre de l'Économie d'Evo Morales, a été exclu de son parti le MAS (Movimiento al Socialismo) lors du 10<sup>ème</sup> congrès du parti en octobre 2023. Le MAS a ratifié le leadership de son chef Evo Morales qui a été proclamé candidat unique pour les élections présidentielles de 2025. Le

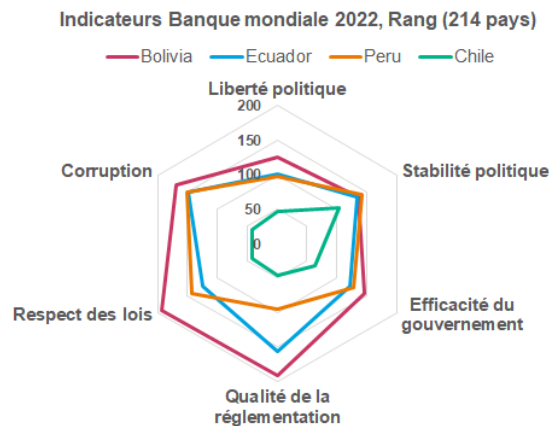
<sup>15</sup> En mars 2023, l'agence Fitch Ratings a abaissé le rating souverain de la Bolivie à B- (contre B précédemment), ainsi que

président Luis Arce a cependant contesté la validité de la réunion qui semble avoir été orchestré par l'ancien président Morales et ses partisans les plus proches, membres du MAS, les *Evistas*, toute en empêchant que les partisans du président Arce, les *Arcistas*, puissent y participer. Le Tribunal Electoral a considéré comme invalide la décision prise lors du 10<sup>ème</sup> congrès et les partisans d'Evo Morales appellent aux manifestations contre la décision du Tribunal.

Le président Arce n'a pas encore annoncé officiellement son intention de se représenter aux prochaines élections, afin d'éviter une montée de tensions au sein du parti qui pourraient par ailleurs freiner le déroulement des ses réformes. **Les risques pour la stabilité politique du pays resteront élevés.**

**Sur le plan des relations internationales, les liens avec la Chine s'intensifient.** Le gouvernement ayant de plus en plus recours aux emprunts chinois pour maintenir l'ancrage de la monnaie au dollar. Les investissements chinois dans le secteur du lithium sont par ailleurs en progression avec des entreprises chinoises qui remportent des contrats pour la construction d'usines d'extraction et de traitement du lithium. **Dans la région, le Sénat brésilien a approuvé l'adhésion de la Bolivie au Mercosur** (novembre 2023). **Le processus d'adhésion du pays, en cours depuis 2015, avait déjà été approuvé par les autres pays membres du bloc, Argentine, Paraguay et Uruguay.**

- **Un climat des affaires peu attractif**



**L'environnement des affaires en Bolivie reste assez peu attractif.** Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le niveau de corruption, de respect des lois, la qualité de la réglementation, ainsi que l'efficacité du gouvernement est moins bonne que celle de pays voisins (Cf. graphique ci-dessus). **La perception d'insécurité juridique, compte tenu de l'historique d'expropriations d'entreprises étrangères<sup>16</sup> sous le gouvernement Morales, porte aussi préjudice à l'image du pays.**

l'agence Moody's à Caa1 (contre B2). En novembre 2023, S&P à réduit la note du pays à CCC+ (contre B-).

<sup>16</sup> [La Bolivie nationalise et exproprie à tour de bras \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)



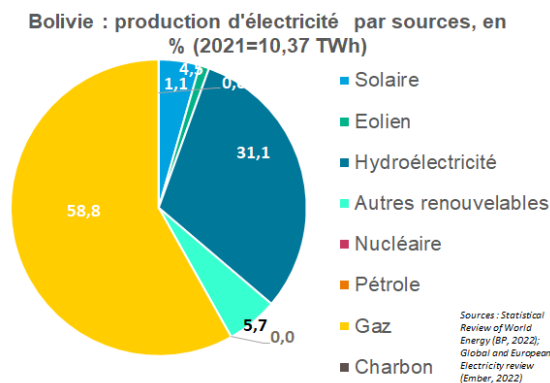
## 5. POLITIQUE CLIMAT

- Des zones protégées menacées par la déforestation illégale

La Bolivie dispose d'une grande richesse en biodiversité en lien avec la prédominance des forêts vierges presque intactes liées à la faible densité de population et les vastes zones inaccessibles du pays. Le pays compterait près de 30 millions d'hectares des zones, aires protégées, soit environ 26% du territoire national. Les activités les plus souvent illicites de déforestation, la culture de la coca, le trafic de espèces sauvages, ainsi que l'activité minière constituent cependant une menace pour le maintien de ces zones protégées et la population autochtone que y réside.

**Le pays reste vulnérable au changement climatique, à la sécheresse, aux incendies de forêts qui auraient déjà détruit 3,75 millions d'hectares de couvert forestier entre 2010 et 2019.** La flexibilité des réglementations en matière environnementale, la promotion de l'agro-industrie, ainsi que l'expansion des frontières agricoles est aussi pointé comme l'une des causes de la diminution de la superficie forestière du pays<sup>17</sup>. **Le pays est signataire des accords de Paris et s'est engagé au niveau national de réduire la déforestation illégale, de reboiser et d'étendre la couverture nette de forêts couvrant plus de 54 millions d'hectares.**

Concernant le secteur d'énergie, la production d'électricité provient essentiellement des sources fossiles (du gaz en particulier), mais la part du renouvelable n'est pas négligeable à plus de 45% du total de production électrique du pays.



<sup>17</sup> <https://cambioclimatico.org.bo/wp-content/uploads/2021/06/LIBRO-Propuesta-Clima%CC%81tica-.pdf>



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**      Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays      baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et risques pays

**Anne-Sophie Fèvre**      *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*      as.fevre@bpifrance.fr  
**Adriana Meyer**      *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*      adriana.meyer@bpifrance.fr  
**Victor Lequillier**      *MENA, Turquie, Chine, ASEAN*      victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**      Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*      sabrina.elkasmi@bpifrance.fr  
**Laetitia Morin**      *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*      laetitia.morin@bpifrance.fr  
**Thomas Laboureau**      *Macroéconomie France, conjoncture ETI*      thomas.laboureau@bpifrance.fr

## Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.